☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆

POUR ÉVITER LE PIÈGE DES ÉLECTIONS PRÉSIDENTIELLES DE 2007…
RETOUR SUR CELLES DE 2002

☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆☆

Sommaire:

En 2002, toute l'attention a été focalisée sur l'arrivée de Le Pen au second tour. Pourtant, comme lors de quasiment toutes les élections d'Etat, c'était l'abstention qui avait le plus gros pourcentage de « participation ». Quelles qu'en soient les raisons, lors de toutes les élections, il y a des millions de personnes qui ne votent pas. Et ce, malgré le bourrage de crâne permanent nous incitant à aller voter.

L'onde de choc provoquée par la présence de l'extrême-droite au second tour des Présidentielles devait susciter un sursaut citoyen… Ce fût partiellement le cas, avec de nombreuses manifestations, quelquefois même des assemblées populaires. Mais ce sursaut était-il vraiment « citoyen » ? Politique, il l'était, mais « citoyen », sûrement pas pour tout le monde. Dans les rues, lors des manifestations comme pendant les assemblées populaires, il y avait beaucoup d'abstentionnistes. Des anarchistes, mais pas seulement. Il y avait aussi beaucoup de monde qui faisaient partie des fameux 80% de votants pour Chirac au second tour, pour faire barrage au fascisme du Front National.
Etait-ce le meilleur moyen de s'y opposer ?

Dans les semaines et les mois qui ont suivi l'élection de Chirac, on ne comptait plus les personnes qui regrettaient d'avoir voté pour lui. Le réflexe républicain passé, il n'était pas compliqué de s'apercevoir que la politique menée par Chirac et consorts ressemblait fort à ce que nous avions déjà connu (sécuritaire, xénophobie, exploitation, atomisation, …).

[suite en page 2]

Depuis, rien n’a changé socialement, ni politiquement. De plus en plus de gens disent qu’ils ne feront pas la même erreur deux fois, que cette fois, on ne les y reprendra pas à *voter pour faire barrage*… Le vote ne fait barrage à rien du tout, il ne fait que légitimer le pouvoir que l’on délègue au candidat élu.

Depuis près de deux ans maintenant, la société est remuée par des révoltes qui devraient montrer la voie à prendre pour renverser la mascarade politique qu’est la *démocratie*. Un gouvernement de quelques privilégiés pour diriger une société de plusieurs dizaines de millions de personnes, voilà la *démocratie* !

Début 2005, le mouvement lycéen se confronte aux oreilles bouchées des institutions. Le 29 mai 2005, lors du référendum sur la Constitution européenne, la majorité de celles et ceux qui sont allés voter ont dit « non ». Un « non » pris comme un « oui », puisque depuis rien n’a changé. Référendum, mon cul !

Fin octobre 2005, des émeutes se déclenchent en banlieue parisienne et se répandent pendant quelques semaines sur presque toute la France. Un climat d’insurrection commence à se faire sentir. En tout cas ça sent le cramé, il est désormais difficile d’ignorer que pour beaucoup de monde dans les quartiers pauvres il n’y a plus rien à attendre de ce système. Quelques mois plus tard, le printemps contre le CPE a ébranlé le gouvernement, dans la rue, par le nombre et par la violence. Pas par les urnes.

Il y a dix ans, Joey Starr posait la question: « *Qu’est-ce qu’on attend pour foutre le feu ?* ». Il ajoutait justement « *Unissons-nous pour incinérer ce système* ». Aujourd’hui, Joey a pris un sacré coup de vieux… Alors que ses souhaits commencent à être exaucés, il retourne sa veste et rejoint le camp de la soumission républicaine: il appelle à voter. Le traître. Vous me direz, ça fait un moment qu’on avait compris qu’il tenait plus à sa Merco qu’à l’avènement d’un bouleversement social concret…

L’ennui, c’est que malgré toutes ces luttes sociales, malgré tous ces affrontements avec la police (les forces de l’Ordre, les chiens de garde de l’Etat), l’ambiance est actuellement aux élections. Il n’y a pas que Joey Starr qui appelle à voter. Il y en a même qui parlaient d’*insurrection* pendant le mouvement contre le CPE et qui désormais appellent à un front électoral anti-libéral. Pourquoi cette subite soumission aux urnes ? Est-ce l’appât du pouvoir qui motive cela ? Est-ce dû à une croyance citoyenne, à une identification à la « gauche » ? La gauche n’est pourtant qu’une moisissure bourgeoise et policière, comme la droite, à peu de choses près. Le système proposé reste le même: délégation de nos vies à des instances sur lesquelles nous n’avons aucun pouvoir et continuation de l’exploitation de classe… A gauche comme à droite, c’est au sommet de l’Etat et des entreprises que l’on manipule nos existences. Et les urnes ne changeront rien à cela.

Feu à volonté.

Zanzara athée (zanzara@squat.net),
Grenoble, une nuit de décembre 2006

À la recherche des responsables de la montée du FN...

Tout de suite après le premier tour, une opération de culpabilisation des abstentionnistes a été menée, relayée par les médias comme jamais auparavant. Une fois de plus, l'abstention a été assimilée à une passivité apolitique. Mais cette fois, cela va plus loin : les abstentionnistes sont accusé-e-s d'être les responsables de la "catastrophe".

Ce ne sont pourtant pas les abstentionnistes qui ont mis un bulletin "Le Pen" au premier tour. Ce ne sont pas non plus les abstentionnistes qui ont cautionné les autres partis politiques ayant repris pour la plupart des parties du discours lepéniste. Et puis soyons honnêtes, qui est responsable de la chute de popularité des politiques de Chirac et Jospin, sinon eux-mêmes ? Si un tiers des inscrit-e-s ont voulu ne choisir personne, et pour la majeure partie d'entre elles/eux, ne pas même prendre la peine de se déplacer, ce n'était pas pour approuver le programme fasciste du FN. C'est plutôt le signe d'une non-reconnaissance de cette pseudo-démocratie qui nous demande notre avis une fois tous les deux-trois ans... Pour nous demander quoi ? Choisis ton chef, choisis ton leader, choisis celui qui va te laisser le nez dans la merde !

Sous prétexte de "faire barrage à l'extrême-droite", on assiste à un véritable bourrage de crâne au schéma simpliste : il n'y aurait pas d'autres conceptions possibles de la "démocratie" que celle qui passe par les urnes. Refuser de communier à cette grande messe fait de vous un-e irresponsable voire un-e collabo du fascisme. Toutes les autres modalités d'engagement et d'action sont ainsi discréditées, rendues suspectes d'être de connivence avec l'"ennemi" (notamment toute expression concrète de révolte contre la situation actuelle, il n'y a qu'à voir par exemple comme les émeutier-e-s, les "casseurs" – et casseuses ! - sont montré-e-s du doigt comme faisant soit disant le jeu du fascisme).

On en oublierait presque que c'est justement avec de tels schémas simplistes et réducteurs que l'on tue la réflexion, la capacité à penser, donc que l'on fait le lit du fascisme. Contrairement à ce que l'on essaie de nous faire croire, faire bloc autour de Chirac pour défendre la "République", pour combattre le "mal" incarné par Le Pen, ce n'est pas nécessairement faire reculer les idées d'extrême-droite... Si nous refusons l'intolérance fasciste du FN, nous n'allons pas pour autant nous plier à la tolérance libérale des autres partis, cette "tolérance" qui ne cherche qu'à acheter la paix sociale, autrement dit conserver le statu quo

actuel et les rapports de domination qui s'exercent sur une vaste majorité de la population... Nous ne voulons pas utiliser l'épouvantail Le Pen pour défendre un système dans lequel de moins en moins de monde se reconnaît. Il nous semble que lutter contre le FN sans lutter contre les politiques institutionnelles des gouvernements qui se sont succédé depuis de longues années, c'est s'attaquer aux conséquences en oubliant de s'attaquer aux causes. C'est éponger le sol quand l'évier déborde, au lieu de fermer le robinet...

La politique des urnes, c'est la politique de masse, la politique spectaculaire : tout notre pouvoir sur un bout de papier. Face à une telle déresponsabilisation imposée, nous affirmons notre volonté de vivre autrement, dans une société organisée différemment, sur des bases d'auto-organisation, de responsabilisation individuelle et collective. Nous n'attendrons pas les prémices d'une révolution pour démanteler les logiques autoritaires. Nous savons que c'est en mettant en pratique dès aujourd'hui l'entraide et l'autogestion que nous faisons obstacle au fascisme.

Si le FN a gagné en popularité, c'est parce que quasiment tous les politiciens de droite ET de gauche ont fait de l'insécurité leur programme électoral, en étant bien sûr complaisamment relayés par les mass-media, et parce que nous vivons dans une société de concurrence et de repli sur soi : chacun-e devant sa télé, seul-e ou en famille, avec une vie quotidienne plus que morose, sans autres perspectives. On voudrait nous faire croire que les responsables de cette vie de merde sont celles et ceux qui en souffrent. Pourtant, les responsables de la misère sociale sont forcément celles et ceux qui ont le pouvoir politique, économique et social. Est-il possible de lutter contre le ressentiment réactionnaire qui s'exprime par le vote FN sans lutter contre l'ensemble du système étatique, capitaliste et patriarcal ?

Tout cela va bien au-delà du 5 mai... Continuons de réfléchir et d'agir dans les semaines et les mois à venir pour révolutionner joyeusement ce monde décrépit !

Dijon, fin avril 2002,
Zanzara athée et quelques complices

Fascisme de la misère, misère de l'antifascisme

Les apparatchiks, militants de gauche ou journalistes-flics culpabilisent les abstentionnistes et les électeurs ayant osé ne pas voter « utile » au premier tour ou ayant cédé au chantage avec l'épouvantail Le Pen (« Ne pas manifester le 1er mai, c'est aussi criminel que de ne pas avoir voté au premier tour » affirme J.-L. Mélenchon, chef de file de la gauche socialiste). Cette vague de moralisme bleu-blanc-rouge, s'indignant du score du FN, rendrait certains « honteux » d'être « français ». On se fiche pas mal de « l'image » que donne d'elle la France, à l'étranger comme sur Mars ! Et depuis quand prétend-on lutter contre le nationalisme version Le Pen (et autres variantes) en sous-entendant du coup qu'on est fier d'être français en « barrant la route au fascisme » ?

Les capitalistes et leur caste de grands commis de l'Etat ont apprécié la cohabitation : les partis socialiste-communiste-vert ont développé la précarité, la flexibilité et l'intensification du travail (par son annualisation, les 35 heures en novlangue), mieux que ne l'auraient fait Juppé ou Balladur ; ils ont amélioré la rentabilité du « bon capitalisme » productif cher à Attac et ses 50 députés ; puis ils ont privatisé, plus que les autres gouvernements de droite. Beaucoup n'utilisent encore que l'abstention pour jeter à la poubelle les politiciens (Le Pen inclus).

L'appel au front républicain semble laisser à ces derniers une seconde chance. Mais une chose est sûre : un retour au pouvoir, comme avant, un coup à droite, un coup à gauche, n'efface rien de rejet apparu au premier tour de ces élections. Ceux qui croyaient sauver une république soi disant en danger, se retrouveront avec les mêmes guignols et leur politique d'attaque contre les salariés et de contrôle social généralisé. Ceux qui trouvaient encore Jospin « moins pire que l'autre » iront pour la plupart voter Chirac le 5 mai, ce qui est logique, puisque c'est la même politique ! Pourtant, ces politiciens « moins pires » que Le Pen ont déjà mis en pratique une partie de son programme, notamment concernant l'immigration. De la version directe à la Chirac sur « le bruit et l'odeur (des immigrés) » à la version hypocrite de Rocard « nous ne pouvons accueillir toute la misère du monde », ils assument tous les arrestations, les emprisonnements et les morts des sans-papiers.

Contrairement au fascisme des années 20-30, le lepénisme, regroupement de tendances incohérent, reste mal dégrossi, progresse par défaut plutôt que de manière conquérante. Dans le mélange hétéroclite de son électorat, combien de vrais fachos, combien de boutiquiers, aspirant à la notabilité, à

« l'établissement », voire aux corruptions comme en Italie, à Toulon, ou ailleurs ? Mais surtout combien d'aigris déboussolés ou détruits par les crises industrielles des 20 dernières années ? Les licenciements massifs et l'idéologie dominante ont entamé l'identité salariale de ces derniers et, première étape nécessaire mais non suffisante, beaucoup ne croient plus en la gauche gestionnaire. Quant aux syndicats, ils ont toujours eu pour rôle de dévoyer plutôt que d'encourager les insurrections, barrant ainsi toute autre voie que celle d'une régulation d'un capitalisme moribond et destructeur. Face à une majorité, de droite ou de gauche, avec le Medef, des syndicats collabos, des attaques redoublées dès cet été contre les prolétaires ; contre les réformes capitalistes qu'aurait poursuivies Jospin, celles de Chirac ou de Le Pen, nous n'aurons que la rue et la grève.

Que l'Unef ou Sos-racisme lâchent donc la grappe à la « jeunesse » : qu'ils ne rétrécissent pas d'emblée sa culture politique avec comme seul horizon un isoloir. Tout « front antifasciste » est un piège doublé d'un fourre-tout propice à la confusion politique, aux tactiques politiciennes, aux embrigadements boutiquiers.

Contre les dégâts du Capital, la demande est répétée, pathologique, d'un Etat-gendarme social. Pourtant l'Etat est toujours celui du Capital, pris dans toutes ses contradictions, sur toute la planète. Le fascisme nous menace moins, en France et en Europe, que l'intensification des politiques sécuritaires lancées par les gouvernements, récents et futurs. Quoi qu'il en soit, le fascisme est, comme les autres idéologies mais dans une forme extrême, un produit du capitalisme. Face aux impasses de la société capitaliste, la seule perspective est d'abord de construire des rapports de force mettant en évidence nos ennemis de classe, et ce, quel que soit le pays dans lequel on se trouve. C'est ensuite de mener un combat anti-capitaliste permanent et autonome, au travail et dans la société, pour mettre à bas exploitation, aliénation et massacres guerriers entre prolétaires. Et ce, sans complaisance par rapport aux appareils de l'Etat, des médias, des syndicats, de la gauche et des extrême-gauches. Ce combat s'exerce contre le capitalisme, mais aussi contre les illusions et les conditionnements de la démocratie représentative bourgeoise, forme politique qui lui sied le mieux actuellement.

Ni FN, ni front républicain !

Fin avril 2002

Ab Irato - 21 ter, rue Voltaire - 75 011 Paris

http://abirato.internetdown.org

Contre le repli fasciste et la mondialisation capitaliste

Une seule prévention, la révolution !

La « débâcle des idéologies », voulue et célébrée par les journalistes, les vieux croyants et les exploiteurs de toujours, mène décidément à tout... Du Medef au PS, il fallait changer d'avis, être résolument post-moderne, accepter le mensonge stalinien du « communisme » dans un seul pays (pour en constater l'échec), et abandonner le projet d'un bouleversement révolutionnaire du monde sous les décombres du mur de Berlin ! Il fallait oublier. La Révolution d'abord, 1789 et 1793, et 1830 et 1848, et la Commune. Dans les musées la révolution ! Et Mai 68 ! Oubliez ! Reniez ! C'est de là que venait tout le mal : la violence de rue, la drogue, et même la pédophilie ! Au fait ! Quel meilleur fossoyeur de 68 que Le Pen ?

« Fin de l'histoire » ! La fable bourgeoise s'était trouvé un titre ronflant... Mais c'est à des néo-nazis que l'on confie le soin d'en écrire la morale. Il ne suffit pas de licencier le « nègre » Le Pen, c'est tout le scénario et les commanditaires du livre qu'il faut jeter aux ordures ! Au-delà du mensonge ridicule de sa « fin », et contre ceux qui veulent la confisquer, nous pouvons écrire notre propre histoire. À quoi bon, sinon, se plaindre du prochain chapitre ?

Les démocrates en peau de Le Pen s'offusquent du « verdict des urnes ». Pourtant, de deux choses l'une : ou bien le pouvoir est dans la rue, et il est de nature insurrectionnelle, ou bien il demeure dans les urnes et le FN y est aussi « légitime » que le PS. C'est aussi parce qu'ils sont las de voter du pareil au pire, et du pire au même, que beaucoup se sont abstenus ou ont donné leur voix au Front. L'élection d'un Chirac écarte un Le Pen. Mais la somme d'humiliations, de renoncements et de mensonges nécessaires pour arriver à ce piètre résultat, comment ne pas voir qu'ils alimentent un état d'esprit d'aigreur et de frustration qui déborde l'électorat lepéniste. Au moins, il ne faut pas que l'énergie joyeuse que manifestent dans la rue des centaines de milliers de jeunes vienne mourir à la porte des bureaux de vote. Qu'elle s'emploie, au-delà du salubre refus, à la construction d'un autre futur !

Les urnes sont funéraires ! la vraie vie se décide ailleurs !

Supporteur sans convictions de la démocratie capitaliste, le citoyen moderne arrête sa pensée et ses désirs sur un étrange paradoxe : « rien n'est possible ! tout est à craindre ! »
Le même citoyen qui envisage le pire (le nazisme) comme plausible acceptera le cliché selon lequel « changer le monde est impossible ». Celui-là qui se proclame ennemi naturel de l'idéologie fasciste, exhale pourtant le même esprit boutiquier, tout de résignation paranoïaque, qui en est le ressort. Si vraiment nous courons un tel risque, je préfère en choisir un autre : celui de l'extrême liberté. S'il est vrai que nous sommes de la même étoffe dont sont faits nos rêves, je préfère l'utopie pratique du projet libertaire, égalitaire et internationaliste, aux cauchemars de la honte, de la haine, et de la peur.
Folie pour folie, que les belles l'aient en tête, et les amoureux du soleil au coeur !

Ni résignation démocratique, ni régression fasciste !

A leurs cauchemars, préférons nos rêves !

Claude Guillon,
Paris, mai 2002

En 1932, à Barcelone, l'anarchiste Buenaventura Durruti disait ceci :

« *Les socialistes et les communistes disent que nous abstenir aux élections, c'est favoriser le fascisme, mais comme nous avons toujours dit que l'État est un instrument d'oppression au service d'une caste, nous restons fidèles à nous-mêmes. Et comme nous pensons que le mouvement de libération doit toujours faire face à l'État, voilà pourquoi nous prônons l'abstention électorale active. Active, c'est-à-dire que, tout en nous abstenant de la stupidité électorale, nous devons rester vigilants dans les lieux de production et dans la rue. Les vrais bandits, les vrais malfaiteurs, ce sont les politiciens qui ont besoin de tromper et d'endormir les ouvriers en leur promettant la semaine des quatre jeudis pour leur arracher un vote qui les porte au Parlement et leur permette de vivre en parasites de la sueur des ouvriers.*

(...)

Que les républicains socialistes le sachent : ou bien ils résolvent le problème social, ou bien c'est le peuple qui le résoudra. Nous pensons que la République ne peut pas le résoudre. Aussi, disons nous clairement à la classe ouvrière qu'il n'y a plus qu'un dilemme : ou mourir comme des esclaves modernes, ou vivre comme des hommes dignes, par la voie directe de la révolution sociale. Vous donc, ouvriers qui m'écoutez, sachez à quoi vous en tenir. C'est de vous que dépend le changement du cours de votre vie. »

Quatre ans plus tard le 19 juillet 1936, les anarchistes espagnols, et parmi eux Durruti, barraient la route au coup d'état fasciste par les armes et par la révolution sociale. Pendant ce temps, les députés parlementaient...

NI SARKO NI SÉGO

INSURRECTION !